



HAL
open science

Paiements, esclavage et exploitation : éléments d'un triptyque

Christophe Darmangeat

► **To cite this version:**

Christophe Darmangeat. Paiements, esclavage et exploitation : éléments d'un triptyque. Cahiers d'Economie Politique = Papers in political economy, 2018, 2018/2 (75), pp.227-253. hal-02547193

HAL Id: hal-02547193

<https://hal.science/hal-02547193v1>

Submitted on 23 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PAIEMENTS, ESCLAVAGE ET EXPLOITATION : ÉLÉMENTS D'UN TRIPTYQUE

Christophe Darmangeat

On construit une base de données portant sur 240 sociétés afin de tester les relations entre stockage, esclavage et paiements. Les résultats confirment globalement les propositions d'Alain Testart. Les paiements constituent un indice globalement sûr de la présence de la richesse et de l'exploitation et, à de très rares exceptions près, c'est au sein de cet ensemble social que se rencontre l'esclavage. Dans une perspective matérialiste, l'origine techno-économique des paiements doit toutefois être située, au-delà du seul stockage alimentaire, plus largement dans la production de biens meubles, durables et nécessitant une importante quantité de travail.

***Payments, slavery and exploitation:
elements of a trio***

We are building a database dealing with 240 societies in order to evaluate the relationships between storage, slavery and payments. As a whole, the results confirm Alain Testart's statements. Payments stand as an overall reliable indication of the presence of wealth and exploitation; with very few rare exceptions, slavery is identified within this set of societies. In a materialistic perspective, we locate the technical-economical origin of payments not only in food storage but, more widely, in the production of movable and durable goods whose manufacturing require a large amount of work ("W goods").

Mots clés : anthropologie sociale, exploitation, compensation matrimoniale, stockage, inégalités, marxisme.

Keywords: social anthropology, exploitation, marriage payments, storage, inequalities, Marxism.

JEL Codes: Z13, B14

L'exploitation et les structures qui lui sont liées se trouvent au cœur de la sociologie marxiste. Avec le concept de mode de production, Karl Marx entendait établir une typologie des différentes sociétés, qui ne se distinguaient que par « la forme sous laquelle [le] surtravail est extorqué au producteur immédiat » [Marx 1993 (1867), p. 243]. Or c'est peu dire que, depuis lors, ce programme de recherche n'a pas été mené à son terme. C'est vrai des sociétés de classes elles-mêmes, pour lesquelles l'inventaire raisonné des modes de production n'a jamais été achevé – ainsi, la portée géographique et temporelle du mode de production féodal, à elle seule, soulève une foule de questions non résolues. Mais c'est encore plus vrai des sociétés antérieures : les classes sociales n'ont pu se former que suite à un long processus durant lequel l'appropriation du travail d'autrui s'est développée et systématisée. Sous quelles formes et selon quelles trajectoires les sociétés humaines se sont-elles peu à peu organisées autour de l'exploitation ? Pour diverses raisons, ces questions, pourtant soulevées dès le vivant de Marx et Engels, ont finalement été assez peu explorées par la tradition marxiste. Celle-ci s'est souvent contentée de subsumer l'ensemble des sociétés sans classe sous l'appellation largement trompeuse de « communisme primitif », sans s'efforcer de discerner avec précision les mécanismes par lesquels les phénomènes d'exploitation y sont apparus et s'y sont développés.

Typologies des sociétés sans classes

Aujourd'hui encore, on ne dispose comme points de départ possibles à cette réflexion que de deux classifications générales des sociétés, élaborées l'une comme l'autre dans une large mesure hors du cadre marxiste et qui, pour cette raison, ne sont pas formulées en termes de modes de production.

La première est celle du néo-évolutionnisme américain, forgée par Elman Service et largement utilisée en archéologie, qui répartit les sociétés en quatre niveaux de complexité ou d'intégration croissante que sont les bandes, les tribus, les chefferies et les États. Les critères sur lesquels elle repose, bien qu'un peu flous, relèvent avant tout de la sphère politique ; même si cette typologie traduit également l'idée d'une différenciation économique croissante, elle ne se rattache que difficilement à la problématique de l'exploitation. Les bandes sont censées être strictement égalitaires, et il en va globalement de même des tribus. La chefferie implique nécessairement une certaine inégalité de richesse ; mais la tradition néo-évolutionniste, loin de souligner son caractère exploiteur, insiste au contraire sur la redistribution et la réciprocité qui sont censées la caractériser. En somme, l'exploitation ne ferait véritablement son apparition qu'avec l'État, implicitement associé aux classes sociales.

La seconde typologie générale, qui servira de base à notre réflexion, est due à Alain Testart, un penseur qui s'est jadis réclamé du marxisme avant de s'en éloigner. Cette classification divise fondamentalement les sociétés en trois « mondes », selon la place qu'y tient la richesse.

Le monde III, qui inclut notre propre organisation sociale, est celui des sociétés de classes. Ce sont celles où les moyens de production eux-mêmes, à commencer par la terre, sont détenus de manière privative : cette propriété permet à ses titulaires d'être affranchis du travail productif et de vivre de l'exploitation de ceux qui y sont astreints.

Les autres sociétés (traditionnellement dites « primitives ») se caractérisent, *a contrario*, par le libre accès des producteurs aux moyens de production. Elles se divisent en deux mondes, selon que la richesse y existe ou non. N'y permettant pas, par définition, d'acquérir les moyens de production, la richesse ne sert guère davantage aux échanges en raison de la faiblesse de la division du travail ; en revanche, lorsqu'elle existe, elle permet avant tout de solder des obligations sociales, à commencer par celles qui découlent du mariage et de la compensation des dommages physiques [Testart, 2005, p. 28-31].

Le monde I se définit ainsi comme celui des sociétés sans richesse : le mariage s'y effectue par exemple par l'échange « sœur contre sœur », où deux hommes se donnent mutuellement pour épouse deux parentes sur lesquelles ils détiennent des droits ; ou encore, il implique, de la part du futur gendre, une prestation en travail pour le compte des beaux-parents, un « service pour la fiancée » qui dure généralement plusieurs années. Le point crucial est que ces compensations ne font pas intervenir de transferts de biens hormis, le cas échéant, des cadeaux d'une valeur symbolique. Il en va de même pour les blessures ou les meurtres : le monde I est celui de la loi du talion où, sous diverses modalités, on compense une vie par une vie, le sang par le sang ou par le don d'une femme.

Par opposition, le monde II apparaît comme celui des paiements, dont les principaux sont la compensation matrimoniale, connue en ethnologie sous le nom de « prix de la fiancée » ou *bridewealth*, et le « prix du sang » ou *wergild* pour les dommages corporels. Les sociétés qui s'y rattachent sont celles où se développent les mécanismes de l'exploitation : la présence de la richesse fournit à la fois le but et le moyen de capter le travail d'autrui. Typiquement, l'individu riche pourra attirer dans sa dépendance, formalisée ou non, celui qui ne peut réunir les biens nécessaires pour payer un prix de la fiancée et qui s'endettera auprès de lui ; il bénéficiera du travail de ses épouses, dont il pourra convertir les fruits en épouses supplémentaires. Le monde II, tout en

ignorant les classes sociales, connaît donc les inégalités socio-économiques : « Qui dit richesse dit différence de richesse, différenciation sociale, et la plus simple qui puisse exister dans une société : entre riches et pauvres. [...] Partout dans ces sociétés où néanmoins chacun a librement accès à la terre, il y a des riches et des pauvres » [Testart, 2005, p. 43].

Une typologie aussi ambitieuse ne peut manquer de soulever bien des questions. On se focalisera ici sur deux d'entre elles.

1. Deux questionnements

1.1 Les déterminants techno-économiques de l'émergence de la richesse

La première constitue une préoccupation très ancienne de la sociologie matérialiste en général, et marxiste en particulier. Elle consiste à identifier les déterminants techno-économiques de l'apparition de la richesse et des inégalités.

La réponse traditionnelle, qui remonte au moins au xviii^e siècle, situe le facteur décisif dans l'agriculture, qui sépare la « sauvagerie » de la « barbarie », selon la terminologie jadis consacrée. Dans le même esprit, le concept de « révolution néolithique », forgé dans les années 1930 par Gordon Childe, exprimait l'idée que c'est la cohorte d'innovations incluant la sédentarité, la poterie, mais surtout la domestication d'espèces végétales et animales, qui avait ouvert la voie au développement des inégalités. Childe, qui était avant tout archéologue, restait relativement évasif sur les formes sociales précises sous lesquelles ces évolutions étaient censées s'être accomplies. Mais le mécanisme sous-jacent était celui du surplus : avec l'agriculture et l'élevage, pour la première fois, le travail humain avait produit significativement davantage qu'il n'en consommait pour son propre entretien, ce qui avait constitué tout à la fois une condition nécessaire et suffisante de la naissance de l'exploitation.

Or une telle grille de lecture soulève de nombreuses difficultés, à commencer par le raisonnement en termes de surplus, bien qu'il fasse partie du « savoir commun » des sciences sociales – on y reviendra. Sur un plan plus empirique, divers auteurs, au premier rang desquels A. Testart [1982], ont souligné que deux séries de contre-exemples ethnographiques infirmaient la corrélation entre agriculture et inégalités. Ainsi, certains cultivateurs, notamment dans les plaines de l'Amazonie, ignoraient les inégalités de richesse, et leur structure sociale évoquait bien davantage celle communément associée aux chasseurs-

cueilleurs nomades. Symétriquement, divers peuples de chasseurs-cueilleurs présentaient des inégalités saillantes, avec parfois un esclavagisme développé et, parmi les hommes libres, une hiérarchie pointilleuse de titres et d'honneur. C'était le cas des tribus installées le long de l'océan Pacifique, du nord de la Californie au sud de l'Alaska – une région connue en ethnologie sous le nom de Côte nord-ouest. C'est là que se déroulaient les célèbres *potlachs*, ces fêtes où l'on s'honorait et où l'on validait son rang par des distributions de biens munificentes. Sans pratiquer la moindre forme d'agriculture, ces Indiens étaient sédentaires et vivaient dans des villages fixes. Leur principale ressource était le saumon, qu'ils récoltaient en masse une fois par an, le faisant sécher pour le consommer à la morte-saison.

Dans la transition aux inégalités socio-économiques, selon A. Testart, le facteur décisif n'était donc pas l'agriculture, mais la pratique d'un stockage alimentaire à large échelle. Dans l'agriculture céréalière, dont celle apparue il y a quelques millénaires au Proche-Orient, les deux éléments coïncident. En revanche, certaines cultures tropicales, comme celle du manioc, ne s'accompagnent pas de stocks (même si on peut éventuellement fabriquer et conserver de la farine). Les tubercules sont laissés en terre et ramassés au fur et à mesure des besoins. Inversement, les Indiens de la Côte nord-ouest, sans avoir développé la moindre agriculture, étaient des stockeurs, et ce simple fait les rendait socialement semblables aux cultivateurs de céréales.

Cette proposition représentait incontestablement une avancée considérable ; elle réconciliait la théorie avec de nombreux faits demeurés jusque-là inexplicables. À son tour, elle soulevait néanmoins de nouvelles interrogations, à commencer par l'adéquation de cette nouvelle loi sociale aux données ethnographiques. À notre connaissance, A. Testart n'a jamais testé de manière exhaustive la robustesse empirique de sa proposition. Il n'a pas non plus tenté de rendre compte de certaines exceptions qu'il avait pourtant lui-même signalées, et qui illustrent la nécessité d'identifier la nature de la causalité entre l'existence de stocks alimentaires et le bouleversement des rapports sociaux entraîné par l'émergence de la richesse.

1.2 Le statut de l'esclavage

Dans un autre ordre d'idées, la définition de la richesse proposée par A. Testart pose le problème du statut de cette forme canonique d'exploitation du travail humain qu'est l'esclavage. On sait depuis longtemps que celui-ci est bien antérieur à l'Antiquité ; dans de nombreuses sociétés du monde II, l'esclavage existe, parfois sur une échelle très importante. Seule une certaine idéalisation

du « bon sauvage » a pu le faire passer pour une forme douce, voire aimable, de sujétion : les esclaves, dans ces sociétés, n'étaient pas nécessairement mieux traités, ni exploités moins durement, que ceux des temps historiques. Or l'esclavage suscite au moins deux questions fondamentales. La première concerne le passage aux sociétés de classes. On sait que celles-ci sont définies par la propriété des moyens de production – plus exactement, chez A. Testart, par une forme spécifique de propriété dite « fonciaire », qui assure la pérennité des droits sur une terre indépendamment du fait que celle-ci soit travaillée. Or on pourrait arguer à bon droit que tout esclave est possédé en tant que moyen de production, autrement dit que, par définition, il ne dispose pas lui-même du libre accès aux moyens de production censé caractériser le monde II. À première vue, cette contradiction ne peut être résolue que de deux manières : soit en étendant la définition (et, par conséquent, le périmètre) des sociétés de classe à toutes les sociétés pratiquant l'esclavage, soit en justifiant pourquoi l'esclavage, en lui-même, ne représenterait pas nécessairement un rapport de classe. On ne tentera pas de répondre ici à ce problème épineux, caractéristique des transitions d'une forme sociale à l'autre.

On se propose en revanche de traiter de l'autre difficulté, liée à la définition de la richesse. On se souvient que celle-ci, selon A. Testart, se manifeste par l'existence de paiements ; or ce critère est totalement étranger à l'institution de l'esclavage. On pourrait ainsi imaginer qu'il existe des sociétés qui connaissent l'esclavage tout en ignorant les paiements – elles devraient alors être, de manière quelque peu provocante, caractérisées comme sans richesse et classées dans le monde I. Peut-être conscient de cette difficulté, A. Testart avait affirmé avec netteté que l'esclave constituait, par nature, une richesse : « L'esclave en tant qu'il peut être acheté et vendu constitue en lui-même un élément de richesse (il paraît même assez souvent constituer une unité de compte, une unité monétaire), d'autre part [...] il est lui-même un facteur d'enrichissement pour son maître » [Testart, 2005, p. 42-43] ; « [il] est source de richesse et lui-même richesse » [2012, p. 444]. Or cette position, si elle satisfait l'intuition, soulève un problème logique. Soit, en effet, la caractérisation de l'esclave comme une richesse est définitionnelle : il s'ensuit qu'une société à esclaves ne saurait, par principe, être sans richesse. Mais il faudrait alors expliquer pourquoi la classification repose sur le seul critère des paiements, *a priori* fort différent. Soit on est en présence d'une loi sociale, qui énonce que toute société à esclavage est, de fait, une société à paiements ; mais alors, une telle loi appelle une explication. A. Testart a laissé peu d'indications à ce sujet. Il semble bien néanmoins qu'il penchait pour le second terme de l'alternative, ce qu'indique par exemple l'affirmation selon laquelle « une étude systématique montre que l'esclavage n'existe pas dans le

monde I » [2005, p. 43]. Je ne suis toutefois pas parvenu à identifier l'étude systématique à laquelle il est fait allusion, et les lignes qui suivent rendent compte de mes propres recherches sur ce point.

2. Une base de données ethnologique

2.1 Méthodologie

On se propose donc de dresser un état des lieux des rapports mutuels entre stockage alimentaire, paiements et esclavage, en construisant une base de données ethnographique dont la matière provient de deux sources.

La première est le célèbre *Ethnographic Atlas*, élaboré par l'équipe de Peter Murdock dans les années 1960, qui code plusieurs dizaines de variables et qui reste la référence majeure pour de nombreuses études comparatives. Sa principale faiblesse vient de ses choix de codages souvent lapidaires, qui empêchent donc d'appréhender les phénomènes d'une manière suffisamment fine. L'esclavage n'échappe pas à cette règle ; au-delà des difficultés objectives de le définir par rapport à d'autres formes lourdes de servitude, les informations proposées par l'*Ethnographic Atlas* restent assez frustes, puisqu'elles se limitent à quatre possibilités : dans l'ordre, « absence ou quasi-absence », « naissant ou non héréditaire », « héréditaire et socialement significatif », et enfin « existant, mais de type inconnu ». Remarquons qu'en rassemblant l'absence et la quasi-absence dans une seule catégorie, on s'interdit de pouvoir différencier les sociétés pour lesquelles l'esclavage était proscrit de celles où il était simplement peu pratiqué. Par ailleurs, les deux catégories intermédiaires confondent deux dimensions qui ne sont pas nécessairement liées, à savoir l'ampleur du phénomène esclavagiste et la transmission du statut servile entre les générations. Quoi qu'il en soit, et malgré les réserves qu'elle peut susciter, cette base est d'une richesse inégalée, puisqu'elle renseigne le type d'esclavage pour 1097 sociétés.

La seconde source de données a été constituée par A. Testart, précisément parce que celui-ci, en étudiant les pratiques liées au mariage, avait pu constater les lacunes de l'*Ethnographic Atlas*. La base *Cartomares* distingue 29 types différents de prestations matrimoniales pour 406 sociétés – à noter que, contrairement à l'*Ethnographic Atlas*, et un peu curieusement, elle ne fournit pas les sources bibliographiques à partir desquelles elle a été établie. Pour les besoins de notre propre problématique – déterminer si une société connaît ou non les paiements en biens, autrement dit, si elle se situe dans le monde I ou II –, ces 29 codes constituent une approche beaucoup trop

détaillée. On a donc procédé à un regroupement en trois ensembles, selon que les paiements de mariage sont clairement présents, clairement absents, ou qu'ils existent seulement à titre secondaire¹.

Le croisement des deux bases fournit une liste de 249 sociétés communes. Ces premiers résultats ne sont toutefois pas directement exploitables, pour les raisons suivantes :

1. Le stockage alimentaire ne figure dans aucune des deux bases de départ – cette variable apparaît certes dans un addendum à l'*Ethnographic Atlas* [Murdock et Morrow, 1970], mais en étant renseignée pour un nombre de sociétés trop réduit pour être utilisable.
2. L'absence de paiements de mariage ne suffit pas à conclure à l'absence générale de paiements dans une société donnée. Ce problème avait déjà été signalé par A. Testart à propos des sociétés matrilocales, où la résidence du mari chez sa femme et le rattachement de leurs enfants au groupe de parenté de celle-ci annulent en quelque sorte le dédommagement usuellement dû à la famille de l'épouse. Un des plus fameux exemples de ce cas de figure est celui des Iroquois décrits par Morgan et sur lesquels s'appuie Engels dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*. L'existence du prix de la fiancée chez les Iroquois et les Hurons, qui n'est mentionné que par une seule source, apparaît douteuse ; en revanche, la richesse intervenait en de multiples autres occasions, qu'il s'agisse du *wergild* [Brébeuf, 1636, p. 214-222 ; Lalemant, 1646, p. 48-50] ou des dons somptuaires pour certaines cérémonies funéraires [Brébeuf, 1636, p. 264-270 ; Dablon, 1671, p. 60]. Les codes issus de la base *Cartomares* appellent donc un réexamen systématique afin de déterminer si les sociétés dépourvues de paiements de mariage appartiennent effectivement à l'ensemble des sociétés sans richesse.
3. Certains codages (principalement dans l'*Ethnographic Atlas*) apparaissent erronés et doivent être rectifiés.
4. Quelques sociétés de l'échantillon semblent devoir en être évacuées, soit en raison de la parcimonie des informations ethnographiques les concernant, soit parce qu'elles sont marquées par une longue et profonde interaction avec des sociétés de classe – quand elles n'en sont pas elles-mêmes. Neuf cas ont ainsi été éliminés, ce qui laisse un ensemble final de 240 sociétés.

1. Cette réduction de 29 à 3 codes a été effectuée selon le principe suivant : lorsque le mode de mariage dominant impliquait le versement de biens, on a conclu à la présence de paiements. Lorsque le versement de biens figurait dans un mode non dominant, on a qualifié la situation d'intermédiaire. On a conclu à l'absence de paiements là où n'intervenait aucun transfert de biens.

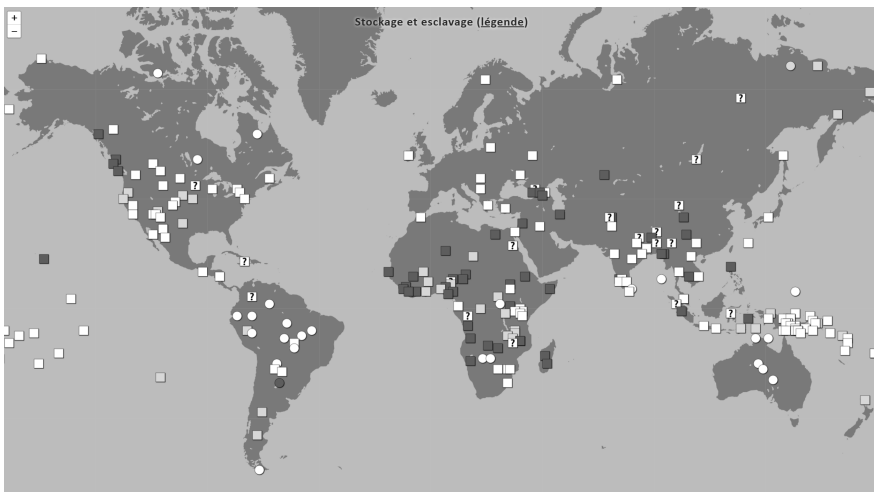
Il serait fastidieux de discuter ici, pour chacun des dizaines de cas concernés, des raisons qui ont motivé nos décisions. Celles-ci, exposées sous une forme succincte, peuvent être consultées en ligne, de même que l'ensemble des valeurs brutes et recodées de notre base de données².

Terminons sur ce point en ajoutant que nous sommes conscients des limites de ce travail ; le stockage, en particulier, aurait certainement mérité une approche plus fine qu'un simple codage binaire. En tout état de cause, étant donné le nombre des tribus à examiner et les forces limitées avec lesquelles la tâche a été menée, les valeurs retenues ne peuvent être considérées que comme une première approche. Dans les détails, il est possible, et même probable, que certains choix puissent être contestés.

2.2 Résultats globaux

En plus de la présentation traditionnelle sous forme de tableau, les résultats peuvent être géolocalisés afin de visualiser les différentes aires culturelles. Étant donné la difficulté à représenter trois variables (stockage, esclavage, paiements) sur la même carte, on a choisi ici de ne faire figurer que les deux premières :

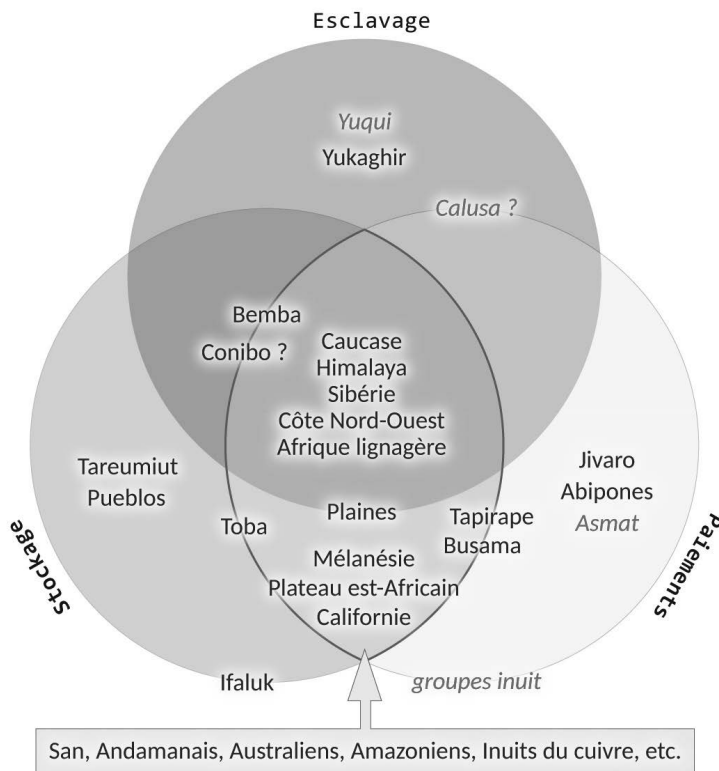
Figure 1. La carte est consultable à l'adresse <http://cdarmangeat.free.fr/tryptique/carte.html>.



2. <http://cdarmangeat.free.fr/tryptique/donnees.html>

La représentation la plus féconde est toutefois une cartographie thématique (diagramme d'Euler-Venn), qui localise les sociétés par rapport aux trois ensembles définis par le stockage, les paiements et l'esclavage. Pour d'évidentes raisons de lisibilité, on n'a pas reporté l'intégralité des noms des sociétés concernées, mais seulement ceux des aires culturelles significatives. Les sociétés atypiques, qui seront examinées dans la suite de ce texte, ont été systématiquement signalées ; afin d'enrichir la discussion, on leur a ajouté quelques cas qui ne figuraient pas dans la base originelle (en italiques).

Figure 2. Une cartographie sociale de l'échantillon final



Le schéma délimite ainsi huit zones correspondant aux diverses configurations possibles, selon la présence ou l'absence de chacun des trois caractères – avec, de plus, la possibilité de cas-limites.

3. Éléments de discussion

On constate au premier regard que l'immense majorité des sociétés se concentrent dans deux aires : la première, qui comprend en particulier les chasseurs-cueilleurs « classiques » (San, Andamanais, Australiens, etc.), se situe en dehors de l'espace défini par les trois ensembles. La seconde se trouve à l'intersection du stockage et des paiements. On reconnaît là la division fondamentale des sociétés sans classes identifiée par A. Testart : d'une part, le monde I, celui des sociétés sans richesse, d'autre part le monde II, esclavagiste ou non. Il s'agit d'une « séquence évolutive principale », pour reprendre l'expression forgée par l'astronomie à propos des étoiles : elle englobe la grande majorité des sociétés et constitue une trajectoire évolutive – figurée ici, pour cette raison, par une flèche. Les sociétés du monde I ont précédé chronologiquement celles du monde II, nonobstant quelques cas particuliers d'involution. Autrement dit, à ce niveau de généralité, l'évolutionnisme unilinéaire si souvent décrié possède une indéniable pertinence.

Avant d'examiner les diverses exceptions à cette séquence et la portée qu'on peut leur accorder, on doit commencer par dire quelques mots de la manière dont elle se rattache à la problématique de l'exploitation.

3.1 Richesse et exploitation

Rappelons que si l'esclavage est sans doute une des formes les plus anciennes et les plus banales de l'exploitation, celle-ci peut fort bien exister en dehors de celui-là. Dans un travail précédent [Darmangeat, 2015], je m'étais interrogé sur l'existence de rapports d'exploitation, ou qui pouvaient s'y apparenter, dans les sociétés sans richesses (monde I). Ma conclusion, marquée de toute la prudence nécessaire étant donné la fragilité du matériel sur lequel on est contraint de raisonner, était que si l'on pouvait en décelait quelques ferments, leur nature demeurerait cependant ambiguë et leur ampleur limitée.

Certains transferts de travail étaient liés aux positions de parenté ou à l'âge, mais alors, par définition, il s'agissait d'un jeu à somme nulle à l'échelle macrosociologique : tout individu astreint à travailler pour un autre en tant que jeune ou futur gendre pouvait espérer devenir un jour lui-même le bénéficiaire de transferts similaires. Le rapport d'exploitation se dissolvait en quelque sorte lorsqu'on considère les choses dans la durée. Dans d'autres cas, néanmoins, l'exploitation s'inscrivait dans des rapports sociaux qu'on qualifiera, faute de mieux, de « non réversibles » – ainsi, par exemple,

lorsqu'elle bénéficiait aux *medecine-men* ou aux chamanes, qui pouvaient parfois s'assurer certains privilèges matériels (ainsi, chez les Inuits ou parmi certains peuples d'Amazonie). Mais ces privilèges, pour des raisons qui ne sont pas si faciles à établir, restaient confinés dans des limites relativement étroites. Ils amélioraient l'ordinaire et participaient sans nul doute du prestige de leur bénéficiaire, mais ils ne lui permettaient pas, sauf cas exceptionnel, d'abandonner son activité productive.

Il faut également évoquer la difficile question de l'éventuelle exploitation des femmes par les hommes. On sait que la domination masculine existe dans la plupart de ces sociétés, sinon dans toutes, contrairement à l'opinion jadis défendue par Engels sur la base d'informations ethnologiques parcellaires. Or il n'est pas du tout évident que cette domination masculine parfois pesante (par exemple, chez certains groupes inuits, chez les Selk'Nam de la Terre de Feu ou dans la majorité des tribus australiennes) ait été convertie sous la forme d'extorsion de travail au détriment des femmes. On manque cruellement d'études chiffrées réalisées dans des conditions préservées, qui auraient fourni des éléments fiables pour raisonner. Mais l'impression générale est que, globalement, les hommes ont bien davantage le souci de contrôler la sexualité des femmes que de s'approprier leur travail sans contrepartie. Autrement dit, il semble que dans ces sociétés, ils dominent les femmes bien plus qu'ils ne les exploitent.

Le passage aux paiements ouvre incontestablement un épisode nouveau : l'indifférence bien connue des sociétés sans richesse pour les possessions matérielles cède le pas à un appât du gain parfois exacerbé ; l'exploitation, jusque-là contenue dans d'étroites limites, semble prendre son essor, en étendue comme en intensité. Des formes nouvelles de dépendance font leur apparition : l'esclavage, bien sûr, qui consacre cette dépendance de la manière la plus absolue, mais aussi l'ensemble des rapports plus ou moins officieux de clientèle, qui permettent à un riche de se constituer une suite d'obligés. Ces profonds bouleversements soulèvent deux séries de questions, les unes concernant l'exploitation elle-même et les autres la forme spécifique de l'esclavage.

Pour rendre compte sinon de la naissance, du moins du développement de l'exploitation dans les sociétés à richesse, deux grandes catégories d'explications, non exclusives, ont été avancées. Les premières mettent l'accent sur la possibilité même de l'exploitation : celle-ci n'aurait pas été rentable dans les sociétés de chasse-cueillette en raison d'une productivité du travail insuffisante. Elle ne le serait devenue qu'avec des innovations

telles que l'agriculture – c'est la théorie dite du surplus, souvent invoquée dans la tradition marxiste, à laquelle on a déjà fait allusion. L'autre série d'explications insiste sur les motivations à exploiter le travail humain, qui auraient fait défaut dans les sociétés précédentes et qui seraient apparues seulement avec la richesse.

Il va de soi que les quelques lignes qui suivent ne peuvent prétendre à répondre de manière complète et définitive à des questions aussi difficiles. En ce qui concerne la théorie du surplus, dont on a traité spécifiquement par ailleurs [Darmangeat 2018a], signalons qu'elle se heurte à diverses objections. Pour commencer, une partie notable des chasseurs-cueilleurs nomades observés auraient fort bien pu entretenir des improductifs – cette proportion étant vraisemblablement encore plus importante dans le passé, alors que de telles sociétés n'avaient pas encore été confinées dans des environnements défavorables par l'essor de l'agriculture ; plusieurs témoignages archéologiques ou ethnologiques montrent d'ailleurs des handicapés ou des malades pris en charge sur de longues périodes, voire toute leur vie, par la collectivité. Quoi qu'il en soit, tout groupe comprenait en permanence une part d'improductifs (jeunes enfants, malades, blessés, vieillards...) et n'aurait pu perdurer si les actifs n'avaient pas dégagé un produit supérieur à ce qui était nécessaire à leur propre consommation, ce qui signifie qu'un homme ou une femme capturés dans la force de l'âge auraient pu, par définition, produire un excédent sur leur propre entretien.

Réciproquement, il est vraisemblable qu'on s'exagère généralement les gains de productivité du travail consécutifs à la naissance de l'agriculture et, plus généralement, au progrès technique ayant précédé la révolution industrielle, pour peu que celui-ci ait concerné la subsistance des producteurs. Le mécanisme connu sous le nom de « piège malthusien » conduisait en effet la population à s'accroître à mesure de ces progrès et, en raison de la loi des rendements décroissants, à annuler ainsi la majeure partie des gains de productivité du travail (principalement agricole). Selon une formule un peu provocatrice, durant des millénaires, le progrès technique a ainsi beaucoup moins servi à réduire la pauvreté qu'à augmenter le nombre de pauvres au kilomètre carré. Pour s'exprimer d'une manière plus conventionnelle, le piège malthusien a limité la croissance de la productivité du travail en la convertissant, pour l'essentiel, en une croissance de la productivité de la terre.

Pour autant, le stockage et l'agriculture ont fort bien pu rendre l'exploitation plus profitable par d'autres voies que par l'augmentation du produit qu'on pourrait dire « brut ». Le bénéfice de l'exploitation, en effet, ne dépend pas

seulement du surproduit que l'on peut obtenir du travailleur, mais aussi des frais nécessaires pour l'extorquer. Or un des résultats les moins visibles, mais sans doute les plus tangibles, de la sédentarisation et de l'augmentation de la densité de la population a été de réduire considérablement ces frais. Il est infiniment plus facile de surveiller et contrôler un villageois qu'un chasseur-cueilleur mobile, une population regroupée dans des habitats denses que clairsemée sur de vastes espaces ; il est donc probable que le produit net de l'exploitation ait pu être accru indépendamment d'une augmentation de la productivité du travail.

La sédentarité a également pu agir sur l'essor de l'exploitation par un autre biais. Il est bien connu en effet que le nomadisme des chasseurs-cueilleurs les contraignait à limiter leurs possessions au maximum. En supposant même que l'exploitation ait été économiquement profitable et socialement désirable, ce nomadisme faisait donc peser une contrainte forte sur l'échelle à laquelle on pouvait extorquer du travail humain. En ouvrant la possibilité d'accumuler des biens sur une échelle virtuellement sans limites, la sédentarité a donc fait sauter un puissant verrou.

Reste l'autre versant du phénomène, à savoir la dimension incitative représentée par le passage aux paiements. À partir du moment où le transfert de certains biens ouvre des droits sociaux (celui de se marier, de diriger des expéditions guerrières, d'éliminer un gêneur, d'accéder à certains savoirs éotériques, de procéder à certaines donations publiques, etc.), posséder de tels biens devient évidemment hautement désirable.

Le développement de rapports d'exploitation, parallèlement à la différenciation socio-économique, constitue donc un phénomène complexe qui s'est effectué sous des formes diverses ; il ne peut sans doute pas être réduit à l'action d'une cause unique, à commencer par une augmentation supposée de la productivité du travail qui s'avère très relative. Il est certain, en revanche, que la richesse et l'exploitation, à partir du moment où elles sont apparues, se sont dans une certaine mesure auto-entretenues. Dans les nombreuses sociétés marquées à la fois par la polygynie et le prix de la fiancée, la richesse devenait à la fois le moyen et le but des mariages multiples. Même en dehors de tout lien formel comme celui du mariage, l'existence des paiements était également propice à instaurer une dépendance économique. Le célibataire dépourvu de parents, celui qu'un accident de la vie avait mis en incapacité de réunir les biens nécessaires pour se marier ou payer une amende, pouvait désormais être amené à se placer dans le sillage d'un riche. La Nouvelle-Guinée fournit l'archétype de ces personnages entourés de

multiples épouses, ainsi que celui de ses quelques dépendants : célibataire incapable de réunir le prix de la fiancée, homme de rien, *rubbish man*, réfugié, handicapé qui, comme le notait un ethnologue, « en échange de son entretien et de dons occasionnels, [...] sert d'homme à tout faire, coupe et porte le bois de chauffe, surveille les porcs, laboure les jardins, construit les maisons et est, en général, consciencieusement exploité » [Meggitt, 1974, p. 183].

3.2 La forme spécifique de l'esclavage

L'institution particulière qu'est l'esclavage soulève, quant à elle, au moins deux séries d'interrogations.

La première porte sur les facteurs susceptibles d'expliquer pourquoi, au sein des sociétés à richesse, certaines seulement l'ont secrété – parfois sur une échelle très large. L'observation de la carte (figure 1) montre que cette divergence obéit en partie à une distribution géographique : il existe des aires culturelles d'esclavage (les *hill tribes* d'Asie du Sud-Est, le Caucase, la Côte nord-ouest, la majeure partie de l'Afrique noire...), et d'autres où il est entièrement inconnu (la Nouvelle-Guinée étant l'exemple le plus frappant).

Cette question a reçu assez peu d'attention de la part de l'anthropologie et les rares tentatives ne sont pas parvenues à élaborer des raisonnements probants. L'ouvrage fondateur de Nieboer [1900] avançait la thèse que l'esclavage était corrélé à la présence de terres libres : il était dans ce cas nécessaire d'user de la force pour contraindre la main-d'œuvre à s'employer au bénéfice d'un tiers. Plusieurs travaux ultérieurs montrèrent toutes les insuffisances d'un tel raisonnement, tant sur le plan empirique que théorique, sans toutefois parvenir à dégager une explication alternative de portée générale [Siegel, 1945 ; Baks *et al.*, 1966 ; Patterson, 1977]. Plus récemment, A. Testart [2003] reliait l'absence d'esclavage dans certaines aires culturelles à une disposition particulière du droit de la guerre selon laquelle le vainqueur devait, pour conclure la paix, indemniser le vaincu pour ses tués. L'argument, certes séduisant, reste néanmoins quelque peu circulaire ; on ne voit pas pourquoi l'absence d'esclavage résulterait davantage d'un droit de la guerre spécifique que l'inverse. Par ailleurs, si une forte proportion de sociétés non esclavagistes se concentrent en effet dans trois principales aires culturelles, de nombreuses autres se situent en dehors d'elles, auxquelles cette thèse ne peut s'appliquer. On en restera donc ici au constat d'une question qui, en raison de sa complexité, n'a jamais reçu de réponse satisfaisante, et qui constituerait un vaste et passionnant programme de recherche.

3.3 Esclavage et paiements

L'autre problème est celui de savoir pourquoi, dans l'immense majorité des cas, l'esclavage n'est pas apparu dans les sociétés sans richesse (définies ici comme sans paiements) – c'est-à-dire pourquoi, ainsi qu'on peut le constater dans la figure 2, à quelques très rares exceptions près, les sociétés à esclaves sont aussi des sociétés à paiements.

Là encore, on ne peut qu'esquisser des éléments de réponse, qui partent de l'idée assez commune selon laquelle l'exploitation constitue une dimension essentielle de l'esclavage. Bien que de nombreux auteurs aient souligné que l'esclave pouvait servir à de tout autres fins qu'à être économiquement exploité, l'arbre ne doit pas cacher la forêt : d'une manière générale, l'utilisation première de l'esclave, la plus évidente et la plus banale, est d'en tirer un surtravail. Au risque de m'avancer imprudemment, il ne me semble pas d'ailleurs qu'on puisse citer une seule société où les esclaves aient été prioritairement utilisés à d'autres fins. Si ce point de départ est juste, alors la question de la naissance de l'esclavage est subordonnée à celle de la naissance (ou de l'approfondissement) de l'exploitation. En clair, si l'esclavage n'est pas apparu dans les sociétés sans richesse, c'est parce que l'exploitation elle-même y restait sinon absente, du moins embryonnaire. Sans revenir sur des arguments déjà exposés, parmi ces sociétés, beaucoup avaient l'opportunité et la possibilité de faire des esclaves, ne serait-ce qu'avec des prisonniers de guerre. Or, en Australie aborigène, par exemple, on achevait les blessés plutôt qu'en faire des prisonniers ; quant aux captives, elles étaient intégrées comme épouses à part entière dans le groupe. Mais peut-être l'illustration la plus parlante vient-elle des Tupinamba d'Amazonie qui, lorsqu'ils capturaient un ennemi, le conservaient parfois durant des années, lui permettant même de prendre épouse et de vivre une vie normale, avant de l'occire et de le dévorer lors d'une cérémonie spéciale. Les Tupinamba réunissaient toutes les conditions pour exploiter économiquement ces prisonniers. La raison la plus plausible qui puisse expliquer qu'ils ne le faisaient pas est sociale : ignorant la richesse, ils ne voyaient pas d'intérêt à soumettre quiconque pour en produire.

Il reste que quelques sociétés constituent des exceptions, possibles ou avérées, à cette loi sociale générale. Notre échantillon en compte possiblement deux : les Conibo et les Yukaghir du Nord, sur lesquels il nous faut à présent nous arrêter.

Les Conibo étaient un belliqueux peuple d'Amazonie dont l'économie reposait en bonne partie sur le pillage – on dit que les femmes de cette tribu

détestaient tisser, et qu'elles parvenaient à se vêtir uniquement avec le fruit de ses rapines. Les Conibo pratiquaient un esclavagisme assez intensif, se distinguant physiquement de leurs voisins au moyen de diverses pratiques, dont l'allongement crânien ou l'excision. Quant au rôle éventuel de la richesse dans cette société, il reste mal connu en raison d'une ethnographie très lacunaire. S'il n'est apparemment pas fait mention de paiements pour des mariages, ni de compensations pour blessures ou meurtres, on relève cependant l'existence de fêtes exubérantes qui rappellent l'usage des biens matériels à des fins de marquage social caractéristiques de ce qu'A. Testart appelait les « ploutocraties ostentatoires » :

« [La] fête [appelée *ani shreati*, de la puberté des filles], qui avait lieu lors de la pleine lune, agissait comme un signal démographique par lequel le village hôte annonçait disposer d'épouses potentielles à ses voisins qui habitaient en amont ou en aval. Un *ani shreati* réussi attirait des centaines d'invités, qui devaient tous être nourris et servis avec des quantités prodigieuses de bière de manioc. » [DeBoer, 1986, p. 238]

Le second cas de notre échantillon est celui d'un groupe Yukaghir. Ce peuple se rattache à l'ensemble des éleveurs de rennes de l'Extrême-Orient sibérien qui, en règle générale, connaissaient une forme ou une autre de richesse. Chez les Koryak, par exemple, les individus détenaient des troupeaux de tailles très différentes, de quelques têtes pour les plus modestes à plusieurs milliers pour les plus riches. Les premiers servaient souvent de gardiens aux seconds qui, seuls, avaient les moyens de commercer avec les peuples alentour pour acquérir certains objets convoités. Toutefois, au moment où ces observations ont été effectuées (à la fin du xix^e siècle), l'ensemble de ces peuples avait depuis longtemps été soumis à la férule de l'État tsariste, de ses impôts et du commerce des fourrures. Démêler ce qui résultait de cette influence du substrat originel de ces formations sociales tient de la gageure. Il reste néanmoins que chez les Yukaghir septentrionaux dits « de la Kolyma », qui ignoraient manifestement toute forme de paiements et d'inégalités de richesse, la présence d'esclaves, prisonniers de guerre astreints à accomplir le travail domestique normalement dévolu aux femmes, semble fermement attestée [Jochelson, 1926].

Un troisième cas, sans doute le plus troublant de tous, mérite de s'inviter dans cette discussion quand bien même il ne figure pas dans la base de données initiale. Étudiés par la récente thèse de D. Jabin [2016], les Yuqui sont des Indiens de l'Ouest amazonien, chasseurs-cueilleurs nomades ne connaissant aucune forme de stockage alimentaire ni, semble-t-il, de paiements. Or leur société était traversée par une stratification palpable. Leurs chefs, contrairement

à la règle générale en Amazonie, jouissaient de privilèges tangibles. En particulier, ils détenaient des esclaves qu'ils avaient manifestement à cœur d'exploiter économiquement, les astreignant aux tâches les plus pénibles et les nourrissant de rebuts. Une coutume yuquie ne laisse aucun doute quant à la nature de l'institution : la « mort d'accompagnement » [Testart, 2004], banale dans les sociétés esclavagistes non étatiques, et qui consiste, au décès d'un personnage important, à exécuter un ou plusieurs de ses dépendants pour qu'ils continuent de le servir dans l'au-delà.

On ne cachera pas les difficultés que soulèvent ces trois cas. Faut-il les considérer, au sens strict, comme des exceptions, c'est-à-dire comme des singularités qui échappent aux règles générales en raison de circonstances très spécifiques, et donc peu significatifs du point de vue des lois de l'évolution sociale ? Faut-il y voir au contraire – et cette hypothèse est évidemment plus stimulante – les révélateurs d'une trajectoire évolutive alternative, en particulier en Amazonie ? Toute réflexion sur ce point impliquerait en tout cas de prendre au sérieux les récents progrès de l'ethnoarchéologie de cette région ; ceux-ci nuancent sérieusement l'image traditionnelle de peuples uniformément dépourvus de stratification sociale et de différenciation politique. La dévastation causée par la conquête et les épidémies nous a définitivement privés d'informations capitales à ce propos, mais il semble dorénavant assez clair que l'état des sociétés amazoniennes telles qu'elles ont été étudiées par l'ethnologie des deux derniers siècles n'est guère représentatif de leur situation originelle. En particulier, l'archéologie a établi que le manioc, longtemps considéré comme la nourriture par excellence de toute cette région, avait en bien des lieux été précédé par le maïs, disparu depuis lors ; loin d'être un cultigène immémorial, le manioc pourrait bien avoir été une solution de repli permettant à ces populations de faire face au choc démographique, politique et économique de la colonisation [Rostain, 2016]. Cela signifie que certaines au moins de ces sociétés avaient connu le stockage et, sans doute, tout ou partie des transformations sociales qui en découlent, avant d'être contraintes d'en revenir à des formes d'économie plus rustiques. Quant à l'esclavage, longtemps considéré comme absent de tout le continent, de récents travaux ont rappelé son existence chez plusieurs de ces peuples [Santos-Granero, 2009].

3.4 Stockage et paiements

Le dernier axe de questionnements de cet article concerne les rapports entre stockage alimentaire et paiements. Les données collectées vérifient, dans

l'immense majorité des cas, la corrélation entre les deux phénomènes. Celle-ci, dans une perspective matérialiste, s'interprète comme une causalité : les paiements sont la conséquence du stockage (ou d'un phénomène qui lui est intimement lié) – on n'imagine pas que l'absurde thèse inverse puisse être sérieusement défendue. Il reste néanmoins à préciser la nature exacte de cette causalité, un problème sur lequel A. Testart lui-même a longtemps avoué achopper. Répétons-le, la proposition selon laquelle c'est le stockage alimentaire et non, comme on l'a longtemps pensé, l'agriculture, qui est corrélé aux inégalités socio-économiques, a représenté un progrès majeur dans la compréhension de l'évolution sociale. Mais bien qu'elle soit plus conforme aux faits, cette loi sociale se voit, elle aussi, contredite par deux séries d'exceptions symétriques qui indiquent la direction dans laquelle peut se trouver la solution de l'énigme.

3.4.1 Des paiements sans stockage

Il existe en effet quelques sociétés qui, sans connaître de stockage significatif, ont néanmoins vu émerger, à un degré ou à un autre, paiements et inégalités économiques. Notre échantillon en fournit deux cas limites (Busama et Tapirape) et deux autres plus nets, tous deux situés en Amérique latine : Jivaro et Abipons. Ces derniers étaient une tribu du Grand Chaco qui avait adopté le cheval suite à la pénétration espagnole et dont l'alimentation reposait entièrement sur la chasse et la cueillette. Soulignons que le cheval domestique, qui représentait pour ce peuple le bien économique majeur, ne constituait pas une nourriture (contrairement à ce qui pouvait être le cas, il y a quelques millénaires, dans les steppes de l'Asie centrale) ; il n'existait donc rien, chez cette tribu marquée par la richesse, qui puisse être assimilé au stockage alimentaire.

Bien qu'ils ne figurent pas dans notre base, d'autres exemples pourraient également être convoqués : ils se rapportent notamment à cette catégorie de peuples situés dans des environnements privilégiés et qui pouvaient, grâce à l'abondance des ressources, vivre dans des villages fixes sans pour autant pratiquer de stockage significatif.

Tel était par exemple le cas des Calusa de la côte occidentale de la Floride. Anéantis bien avant d'avoir pu être étudiée par des ethnologues professionnels, ils ne sont connus que par quelques témoignages de marins espagnols du *xvi^e* siècle – ainsi, bien sûr, que par l'archéologie. Dans cette société profondément stratifiée, plusieurs dizaines de villages versaient tribut à un chef qui siégeait sur un trône et dont le front était orné d'or et de

perles. Au bas de l'échelle sociale se trouvait une couche de dépendants dont certains étaient exécutés pour l'accompagner dans la mort. L'essentiel de l'alimentation reposait sur les plantes sauvages et sur les produits de la pêche. S'ils cultivaient marginalement quelques plantes, les études archéologiques confirment qu'ils ne connaissaient pas le maïs, la céréale de base dans toute l'Amérique.

L'autre cas est celui d'un peuple de la côte sud de la Nouvelle-Guinée : les Asmat. Ne pratiquant eux non plus presque aucune agriculture, ils tiraient leur subsistance de la pêche, mais aussi, et surtout, de la farine du palmier sagoutier qu'ils allaient abattre et récolter en forêt. La société asmat ne connaissait pas une stratification aussi marquée que celle des Calusa, mais elle se situait incontestablement dans le monde des paiements et des inégalités. Le mariage, comme les dommages corporels, donnait lieu à des compensations matérielles. Sans être la seule condition de la réussite sociale, la richesse en représentait un élément incontournable. C'est ainsi que lorsqu'un leader voulait fabriquer un de ces mâts ornés qui ont fait la célébrité des Asmat, il devait nourrir sur ses ressources personnelles les graveurs durant les deux à trois mois que durait leur travail. Et pour l'inauguration de l'ouvrage, en plus du sang de têtes ennemies fraîchement coupées qui servait à imbiber les mâts, le commanditaire devait fournir, à ses frais, les vivres d'un repas festif qui pouvait rassembler jusqu'à 2 000 convives.

A. Testart avait identifié ces diverses catégories, qualifiant les Abipons de chasseurs-cueilleurs « montés » et les Calusa et les Asmats de peuples sédentaires « en raison de conditions écologiques favorables » [2012, p. 357]. Il n'en avait toutefois pas tiré, nous semble-t-il, toutes les conséquences théoriques, dans la mesure où leur existence – de même que celle des Jivaro – démontre que les paiements peuvent apparaître en l'absence de tout stockage alimentaire. La condition techno-économique de cette apparition doit donc être reformulée de manière à inclure cet ensemble de sociétés. On suggère ainsi que cette condition ne tient pas, en elle-même, à l'existence de stocks alimentaires, mais à la production, sur une échelle relativement large, de biens tout à la fois durables, meubles, et ayant nécessité une importante quantité de travail individuel, que l'on propose d'appeler « biens *W* » pour plus de commodité³. Ces biens *W* ne prennent généralement une certaine importance que dans les sociétés sédentaires ; les stocks alimentaires, par définition, en font partie, mais les peuples qui font de tels stocks fabriquent

3. Ce choix est lié au fait qu'en anglais, la lettre *W* se trouve être à la fois l'initiale du travail (*work*) et de la richesse (*wealth*).

aussi d'autres biens à valeur ajoutée plus élevée ; c'est ce qui explique que ce sont généralement ces biens, et non la nourriture, qui font office de monnaie.

Il est difficile de savoir quels pouvaient être les biens *W* chez les Calusa ; mais chez les Asmat, les pirogues, qui exigeaient un temps de travail prolongé et devaient être fournies au futur beau-père par tout prétendant, en constituent manifestement un exemple. Chez les Abipons, ce sont évidemment les chevaux qui constituaient l'essentiel du *bridewealth*. Dans le cas des Tapirape et, plus nettement encore, des Jivaro, l'ethnographie suggère que c'est la pénétration de biens *W* occidentaux qui a entraîné un début de transition vers les paiements, à partir d'un fonds culturel duquel ils étaient initialement absents⁴. On pourrait sans doute ajouter à cette liste le cas de différents groupes inuits, marqués par la relative sophistication de l'équipement matériel (dont les chiens, les traîneaux ou les kayaks) et dont une étude attentive suggère que la transition vers les paiements y était amorcée [Kjellström, 1973].

Il est ainsi possible de proposer une explication matérialiste du passage aux paiements : c'est à partir du moment où, dans la production économique, un temps de travail prolongé s'est cristallisé dans certains biens meubles que la société a pu commencer à tenir ces biens pour équivalents à un temps de travail prolongé. C'est donc sur cette base que l'on a considéré que la perte d'une femme (ou d'une vie, dans le cas du *wergild*) pouvait – voire, ou devait – être compensée non plus par du travail vivant, mais par du travail passé, cristallisé dans des biens matériels.

Reste à savoir si les biens *W* constituent une condition suffisante du passage aux paiements. À cette interrogation, notre base de données semble suggérer une réponse positive. Il faut toutefois rappeler qu'elle ne code que le seul stockage alimentaire et non les biens *W* en général ; le dossier ne peut donc être considéré comme clos, et son investigation appellerait des recherches spécifiques.

3.4.2 Le stockage sans paiements

On le disait, il existe une autre série d'exceptions à l'adéquation entre la présence de stocks alimentaires (ou même, des biens *W*) et celle des paiements. Dans notre base de données, elles sont représentées, entre autres,

4. Pour l'ensemble des références ethnographiques concernant Calusa, Asmat ou Jivaro et un exposé plus détaillé des raisonnements qu'on peut en inférer sur la naissance des paiements, voir Darmangeat [2017].

par les Inuits du Nord de l'Alaska (Tareumiut), par les Indiens pueblos (Hopi, Zuni) et, peut-être, par les Bemba d'Afrique australe. Ce dernier peuple fait figure de cas limite ; les paiements semblent y avoir été très faibles, mais il connaissait l'esclavage et un chef suprême y prélevait un tribut qui rémunérait sa suite de conseillers et d'hommes de main. Cette société nous paraît illustrer *a contrario* notre hypothèse sur les biens W , dans la mesure où la faiblesse des paiements découlait peut-être de la faiblesse de la production de biens durables :

« Si les possessions matérielles des Bemba sont peu nombreuses, elles sont aussi périssables. [...] Cela, à soi seul, exerce un impact sur l'attitude des gens vis-à-vis de la propriété, et sur les valeurs sociales associées à son accumulation. » [Richards, 1994 (1939), p. 210]

Concédonc néanmoins que ce raisonnement laisse dans l'ombre les raisons pour lesquelles, sur une telle base matérielle, cette société avait édifié un appareil politico-économique aussi élaboré.

Quoi qu'il en soit, on ne peut invoquer cette explication à propos des Tareumiut ou des Pueblos, chez qui le stockage alimentaire et la production de biens W atteignaient incontestablement un niveau élevé. À l'absence commune de paiements correspondait néanmoins une profonde différence d'allure entre ces différentes sociétés. Par bien des aspects, les Tareumiut représentent une illustration classique du monde II. Les personnages prééminents, dont un ethnographe a pu écrire qu'ils y formaient « une classe dominante ordinaire, riche et aristocratique » [Murdoch, 1892, p. 429] étaient les *umialit*, propriétaires des baleinières et des plus grosses réserves ; ils attiraient dans leur dépendance les individus moins bien lotis. Chez les Pueblos (Hopi et Zuni), en revanche, les inégalités socio-économiques semblent si discrètes qu'elles en sont presque invisibles – la plupart des ethnographies qui leur ont été consacrées n'en font aucune mention. Quelques rares chercheurs soulignent néanmoins que l'égalitarisme de ces sociétés n'était qu'apparent : « Chez les Zunis, la richesse va de pair avec les activités cérémonielles : seul l'homme riche a le temps et les ressources nécessaires pour participer à la totalité des activités religieuses » [Farb, 1972 (1968), p. 106].

Les quelques sociétés à biens W de notre échantillon qui, contrairement à la règle générale, sont dépourvues de paiements, n'en sont donc pas moins structurées par la richesse. Ceci nous paraît illustrer le fait que les paiements constituent une excellente approximation de la richesse dans le monde II, mais qu'ils n'en sont pas une définition. Autrement dit, si la

richesse, dans ce monde, sert essentiellement à solder ses obligations sociales, elle ne sert pas uniquement à cela ; et, dans quelques cas, elle se manifeste sous d'autres formes. Chez les Tareumiut, la puissance qu'elle procure est directement liée à la possession, dans un usage strictement encadré par un contrôle social, d'un moyen de production essentiel (la baleinière). Mais la richesse est également ce qui ouvre la possibilité de jouer un rôle proéminent dans les importants échanges intertribaux ; on lit ainsi que « les hommes qui commerçaient fréquemment et en grandes quantités avaient tendance à être appelés *umialik*, qu'ils possèdent une baleinière ou non » [Johnson et Earle, 2000, p. 177]. L'impression qui se dégage des sociétés pueblo est bien différente : la richesse ne semble pas conférer le prestige et l'influence par elle-même, mais uniquement dans la mesure où elle permet d'accéder aux offices religieux les plus élevés.

Il est permis de penser que cette différence renvoie à une dimension profonde. Chez les Pueblos, ce ne sont pas seulement les paiements, mais la richesse elle-même qui semble sinon absente, du moins bridée à l'extrême. Il existe certes des propriétés individuelles – dont celle, féminine, de la maison, et même des conflits sur la possession de la terre. Mais l'ensemble des transactions économiques semble enserré dans des liens de parenté, ou religieux, qui limitent la magnitude des transferts et des obligations auxquelles ils donnent lieu. Les Zuni et les Hopi, dont on lit par exemple que « beaucoup de richesses, qu'elles soient réelles ou intangibles, sont contrôlées par des groupes d'individus, généralement une organisation clanique » [Beaglehole, 1978 (1937), p. 12], semblent représenter le degré le plus poussé d'un collectivisme présent chez bien d'autres peuples tels, par exemple, les Iroquois. Or ce collectivisme (auquel la filiation matrilineaire n'est peut-être pas étrangère), semble avoir pour effet de neutraliser, au moins partiellement, les effets dissolvants et différenciateurs de la richesse qui, dans d'autres sociétés du monde II, s'épanouit sans entrave, comme en témoigne cette observation sur les Yurok de Californie :

« Chaque blessure, chaque privilège, tort ou transgression est calculé et compensé. Tant que la somme n'est pas intégralement versée, un *feud* ne peut prendre fin qu'avec l'élimination totale de l'un des protagonistes, le mariage n'est qu'une disgrâce publique durant des générations, la cérémonie nécessaire pour préserver l'ordre du monde n'est pas organisée. Par conséquent, les préoccupations d'un Yurok [et des Indiens qui sont ses voisins immédiats] sont tournées, par-dessus tout, vers ses possessions. Dans les moments d'inactivité, il songe à l'argent ; lorsqu'il est dans le besoin, il cherche à s'en procurer. Il manigance en permanence des occasions de déposer une réclamation ou d'échapper à une obligation. » [Kroeber, 1925, p. 2]

Dans cette perspective, il serait sans doute nécessaire de mieux comprendre par quels mécanismes la divergence principale qu'établissait A. Testart, au sein du monde II, entre ploutocraties ostentatoires et « semi-États », divergence qui, selon lui, procédait d'un critère exclusivement politique, trouve un si puissant écho du côté des structures économiques.

Conclusion

Ce vaste tour d'horizon, selon ce que l'on souhaitera en retenir, pourra laisser des impressions contradictoires.

D'un côté, il confirme que les bases jetées par A. Testart s'avèrent remarquablement solides et se prêtent volontiers à une interprétation matérialiste de l'évolution sociale, en particulier sur la question centrale de l'émergence des inégalités de richesse et de l'exploitation. Ces avancées peuvent être prolongées, ainsi qu'on a tenté de le montrer, par la prise en compte des biens W plutôt que des seuls stocks alimentaires. Cette modification améliore l'adéquation de la loi sociologique avec les faits observés et clarifie le lien de causalité qui la fonde. Elle ouvre également quelques horizons à l'archéologie, dans la mesure où la présence d'un certain type de productions matérielles pourrait être considérée comme un indice dorénavant sûr de l'existence d'inégalités socio-économiques – que l'on pense, par exemple, aux récents débats concernant la possible stratification sociale dès les premiers millénaires du Paléolithique eurasiatique [Testart, 2016 ; Guy, 2017 ; Darmangeat 2018b].

Ces succès bien réels ne font cependant pas oublier l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir et dont témoignent les nombreuses questions non résolues soulevées au cours de ce texte. Si ce champ d'investigation a été, en tout cas en France, largement délaissé par une certaine tradition anthropologique, souhaitons qu'il mobilise à l'avenir les énergies à hauteur de l'intérêt qu'il présente pour la compréhension de l'évolution sociale.

Références

Baks, C., Breman, J., Nooij, A. [1966], « Slavery as a system of production in tribal society », *Bijdragen tot de Taal-, Land- en Volkenkunde*, vol. 122, n° 1, p. 90-109.

Beaglehole, Ernest [1978 (1937)], *Notes on Hopi Economic Life*, New York: AMS Press, 88 p.

Brébeuf, Jean de [1636], *The Jesuit relations and allied documents: Travels and explorations of the Jesuit missionaries in New France 1610-1791*, Reuben Gold Thwaites (ed.), vol. X, Cleveland: The Burrows Brothers Company, 328 p.

Dablon, Claude [1671], *The Jesuit relations and allied documents: Travels and explorations of the Jesuit missionaries in New France 1610-1791*, Reuben Gold Thwaites (ed.), vol. LV, Cleveland: The Burrows Brothers Company, 322 p.

Darmangeat, Christophe [2015], « Certains étaient-ils plus égaux que d'autres ? 2. Formes d'exploitation sous le communisme primitif », *Actuel Marx*, n° 58, p. 144-158.

Darmangeat, Christophe [2017], « La pirogue et le grenier : les déterminants techno-économiques du passage aux paiements », *Artefact*, n° 6, p. 133-151.

Darmangeat, Christophe [2018a], « Le surplus et la stratification sociale : une causalité au-dessus de tout soupçon ? », *Bulletin de la Société préhistorique française*, tome 115/1.

Darmangeat, Christophe [2018b]. « Art, sédentarité et inégalités. La hutte des glaces au Paléolithique supérieur », *L'Homme*, n° 227-228, juillet-décembre.

DeBoer, Warren R. [1986], « Pillage and Production in the Amazon: A View through the Conibo of the Ucayali Basin, Eastern Peru », *World Archaeology*, vol. 18, n° 2, « Weaponry and Warfare », p. 231-246.

Farb, Peter [1972 (1968)]. *Les indiens. Essai sur l'évolution des sociétés humaines*, Paris : Seuil, 354 p.

Guy, Emmanuel [2017], *Ce que l'art préhistorique dit de nos origines*, Paris : Flammarion, 339 p.

Jabin, David [2016], *Le Service éternel : ethnographie d'un esclavage amérindien (Yuqui, Amazonie bolivienne)*, thèse soutenue à l'Université Paris Ouest.

Jochelson, Waldemar [1926], *The Yukaghir and the Yukaghirized Tungus*, The Jesup North Pacific Expedition vol. IX, Memoir of the American Museum of Natural History, Leiden: Brill, 469 p.

Johnson, Allen W., Earle, Timothy [2000], *The Evolution of Human Societies – From Foraging Group to Agrarian State*, Stanford: Stanford University Press, 440 p.

Kjellström, Rolf [1973], *Eskimo marriage*, Nordiska museet, [Solna: Saelig], 267 p.

Kroeber, Alfred [1925], *Handbook of the Indians of California*, Bureau of American Ethnology, Bulletin n° 78, 995 p.

Lalemand, Hierosme [1646]. *The Jesuit relations and allied documents: Travels and explorations of the Jesuit missionaries in New France 1610-1791*, Reuben Gold Thwaites (ed.), vol. XXVIII, Cleveland: The Burrows Brothers Company, 320 p.

Marx, Karl [1993 (1867)], *Le Capital*, Livre I, Paris : PUF, 940 p.

Meggit, Mervyn [1974], « Pigs Are Our Hearts! The Tee exchange cycle among the Mae Enga of New Guinea », *Oceania*, vol. 44, n° 3, p. 165-203.

Murdoch, John [1892], « Ethnological results of the Point Barrow Expedition », *Ninth Annual Report of the Bureau of Ethnology*, Washington, Government Printing Office, 704 p.

Murdock, G. P., Morrow, Diana O. [1970], « Subsistence Economy and Supportive Practices: Cross-Cultural Codes 1 », *Ethnology*, vol. 9, n° 3, p. 302-330.

Nieboer, Herman Jeremias [1900], *Slavery as an industrial system: Ethnological researches*, The Hague: Martinus Nijhoff, 474 p.

Patterson, Orlando [1977], « The structural origins of slavery: a critique of the Nieboer-Domar hypothesis from a comparative perspective », *Annals of the New York Academy of Sciences*, vol. 292, p. 12-34.

Richards, Audrey [1994 (1939)]. *Land, labour and diet in Northern Rhodesia: an economic study of the Bemba tribe*, Ann Arbor: UMI, 425 p.

- Rostain, Stephen [2016]. *Amazonie. Un jardin sauvage ou une forêt domestiquée : essai d'écologie historique*, Arles-Paris : Actes Sud-Errance, 262 p.
- Santos-Granero, Fernando [2009]. *Vital Enemies: Slavery, Predation, and the Amerindian Political Economy of Life*, Austin, TX: University of Texas Press, 280 p.
- Siegel Bernard, 1945. « Some methodological considerations for a comparative study of slavery », *American Anthropologist New Series*, vol. 47, n° 3, p. 357-393.
- Testart, Alain [1982], *Les chasseurs-cueilleurs ou l'origine des inégalités*, Paris, Société d'Ethnographie (Université Paris X-Nanterre), 254 p.
- Testart, Alain *et al.* [2003]. « Du droit de la guerre », *Droit et cultures*, vol. 45, n° 1.
- Testart, Alain [2004], *La servitude volontaire* (2 vol.), Paris : Errance, 264 p. et 140 p.
- Testart, Alain [2005], *Éléments de classification des sociétés*, Paris : Errance, 160 p.
- Testart, Alain [2012], *Avant l'histoire*, Paris : Gallimard, 549 p.
- Testart, Alain [2016], *Art et religion de Chauvet à Lascaux*, Paris : Gallimard, 380 p.

